

OPINION. « Choose France : et si on commençait par ne pas désindustrialiser ? »

Par Christian Jacqui, Président d'IES Synergy (*)

Pour plus d'info sur IES Synergy, scannez le QR code :



En 2024, la France a lancé plus de 800 appels d'offres pour déployer des bornes de recharge électrique. Une dynamique prometteuse : la transition énergétique avance, les territoires s'équipent. Et pourtant, une même erreur menace de se répéter : celle du moins-disant.

Publié le 15/11/25



Christian Jacqui - Studio Falour

En 2024, la France a lancé plus de 800 appels d'offres pour déployer des bornes de recharge électrique. Une dynamique prometteuse : la transition énergétique avance, les territoires s'équipent. Et pourtant, une même erreur menace de se répéter : celle du moins-disant. Combien de ces appels d'offres ont réellement pris en compte le coût total de possession sur quinze ans ? Combien ont évalué la disponibilité des pièces détachées ? la capacité des bornes, dans un marché pas encore mature, à évoluer avec les normes et les usages ? ou le risque de dépendance à des chaînes d'approvisionnement lointaines ?

À force de chercher le prix le plus bas, nous oublions la valeur de ce que nous achetons. Une borne de recharge, ce n'est pas un bien de consommation (un investissement ?). C'est un actif industriel, fait pour durer : il doit être entretenu, réparé, mis à jour en toute sécurité et autonomie pour le client. Acheter « moins cher » à court terme, c'est souvent payer deux fois : d'abord à l'achat, puis à la panne, à la rupture d'approvisionnement ou à la dépendance lors des mises à jour logicielles, comme le rappelle la récente affaire Ruter/Yutong (Oslo) (1).

LE PIÈGE DU COURT TERME

Ce réflexe comptable a un coût stratégique. Derrière un appel d'offres, ce sont des emplois, des savoir-faire, des sites industriels. Chaque fois qu'un marché public est attribué à une entreprise qui ne produit ni ne réinvestit en France, on ampute notre capacité d'innovation. Loin d'être

abstrait, ce phénomène s'observe déjà dans des secteurs entiers : électronique, textile, composants dont on a perdu la production. Faut-il vraiment recommencer avec la mobilité électrique ?

Pourtant, tout n'est pas perdu. Contrairement aux batteries ou aux semi-conducteurs, où la bataille mondiale semble jouée, la France reste compétitive dans l'ingénierie de puissance, la

conversion énergétique, la conception de systèmes complexes et évolutifs. Avec nos ingénieurs français, nous maîtrisons la R&D, l'assemblage agile, la maintenance et maîtrisons le risque sécurité de possible prise de contrôle à distance de ces équipements (cybersécurité). Nous produisons ici, en France, des équipements rentables, capables d'évoluer avec les normes européennes et les usages à venir.

LE CERCLE VERTUEUX DE LA PRODUCTION LOCALE

Chaque borne fabriquée sur le territoire finance la recherche qui rendra la suivante plus performante. C'est un cercle vertueux : produire, innover, réinvestir. Mais ce cercle est fragile. Si les critères d'achat publics continuent d'ignorer le coût global, il se transformera en spirale mortelle : moins de commandes, moins d'innovation, puis disparition pure et simple des acteurs locaux.

Les collectivités ont pourtant un rôle déterminant. Un maire, un président de région ou d'agglomération, qui choisit un industriel français, à coût global équivalent, ne fait pas un acte patriotique : il fait un choix rationnel. Il préserve des emplois qualifiés, sécurise son approvisionnement, raccourcit les délais d'intervention et renforce la souveraineté de son territoire.

QUEL AVENIR INDUSTRIEL SANS DISCIPLINE ÉCONOMIQUE ?

Réindustrialiser cela veut d'abord dire : ne pas détruire ce qui est encore conçu et produit en France. Nous avons ici des filières solides, compétitives, prêtes à servir le marché national et international. Elles n'ont pas besoin d'être subventionnées, simplement d'évoluer dans un cadre d'achat lucide : intégrant le coût total de possession, la réparabilité, la sécurité d'approvisionnement et de maintenance.

Il n'y a pas d'avenir industriel sans discipline économique. La transition énergétique n'aura de sens que si elle s'appuie sur des entreprises ancrées dans le réel, capables d'innover durablement, de produire localement et d'exporter avec fierté.

Il y a des batailles déjà perdues. Mais celle de la recharge, de la conversion de puissance, de l'ingénierie de systèmes complexes : nous pouvons encore la gagner. À condition de ne pas la négliger au profit de chimères.

Réindustrialiser, c'est d'abord ne pas désindustrialiser ce qui fonctionne et ne demande qu'à se développer.

(1) *Affaire Ruter/Yutong (Oslo) : le constructeur chinois Yutong pouvait à distance bloquer le fonctionnement des bus par un accès au logiciel de fonctionnement.*

(*) *Président exécutif et membre du conseil de surveillance d'IES Synergy et Chairman d'advisoryboard pour l'accélérateur ETI de BPI France.*